



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE MER

Liberté  
Égalité  
Fraternité



MINISTÈRES  
TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
COHÉSION DES TERRITOIRES  
MER

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor

 FOCUS DEVELOPPEMENT DURABLE

ÉCOLOGIE, CLIMAT, TRANSPORT, ÉNERGIE, VILLE DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE WASHINGTON

N° 2021-13 – 9 Avril 2021

## SOMMAIRE

### Climat - Ecologie

- John Kerry appelle à éviter un "pacte mondial suicidaire"
- Dette et changement climatique "risque systémique" mondiale
- Hausse des niveaux de méthane : "surprenantes et inquiétantes"

### Transport

- La Maison Blanche présente son plan sur les infrastructures
- Les transports occupent la part la plus importante du plan avec 571 Mds\$

### Énergie

- Prospective sur « les hydrogènes » et perspectives de leurs coûts
- Le dilemme de Biden : les emplois des énergies fossiles paient plus que ceux des énergies renouvelables
- L'administration Biden annonce un plan important pour l'éolien offshore

### Ville durable

- Des inquiétudes sur l'équité et la justice environnementale suspendent un projet autoroutier au Texas
- Des normes favoriseraient la voiture aux dépens de la sécurité des piétons

---

## AGENDA

- 15 avril : [audition](#) du Secrétaire aux Transports devant la Chambre des Représentants sur la requête budgétaire du Département des Transports de l'année fiscale 2022

# Climat - Écologie

## En Asie, John Kerry appelle à éviter un "pacte mondial suicidaire"

Selon John F. Kerry : « Les États-Unis ont l'intention de faire un grand pas en avant dans la lutte contre le changement climatique dans les mois et les années à venir, et ils ont besoin de tous les partenaires qu'ils peuvent trouver. »

M. Kerry a déclaré qu'à mesure que les dangers posés par le changement climatique deviennent plus clairs, l'urgence du problème signifie que les pays doivent travailler ensemble pour y faire face, sous peine d'être confrontés à un "pacte de suicide mutuel à l'échelle planétaire".

C'est pourquoi, même dans un contexte de pandémie, M. Kerry a passé beaucoup de temps avant le sommet de la Journée de la Terre, prévu le 22 avril prochain, à rendre visite à des dirigeants qui joueront un rôle essentiel pour déterminer si le monde peut modifier sa trajectoire de manière significative. M. Kerry s'est rendu en Europe le mois dernier pour rencontrer des alliés à Londres, Bruxelles et Paris, dans l'espoir de forger une coalition qui pourrait pousser d'autres nations à agir plus rapidement. Son voyage en Asie cette semaine comprend des arrêts en Inde, au Bangladesh et aux Émirats arabes unis. Il prévoit également de se rendre ultérieurement en Chine, le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde. ([The Washington Post](#))

## La dette et le changement climatique représentent un "risque systémique" pour l'économie mondiale

Des dizaines de nations se trouvent au carrefour de deux crises mondiales qui attirent l'attention des institutions financières internationales : le changement climatique et la dette. Leur combinaison ajoutée à la dégradation de l'environnement "représente un risque systémique pour l'économie mondiale", selon une nouvelle évaluation de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et d'autres organismes, dont le The N-Y Times a pris connaissance.

La Banque et le FMI prévoient des discussions au cours des prochains mois avec les pays débiteurs, les créanciers et les

agences de notation afin de déterminer comment mettre de nouveaux fonds à disposition de ce qu'ils nomment une reprise économique verte.

L'administration Biden, dans un [décret sur le changement climatique](#), a déclaré qu'elle utiliserait sa voix au sein des institutions financières internationales, comme la Banque mondiale, pour aligner l'allègement de la dette sur les objectifs de l'accord de Paris sur le climat, bien qu'elle n'ait pas encore détaillé ce que cela signifie. Les discussions autour de la dette et du climat devraient s'intensifier à l'approche des négociations climatiques de novembre, où l'argent devrait être l'un des principaux points de friction. Les recherches montrent que les risques climatiques ont déjà rendu les emprunts plus coûteux pour les pays en développement. Le problème devrait s'aggraver. ([The New-York Times](#))

## La hausse record des niveaux de méthane est "surprenante et inquiétante"

Les niveaux de méthane dans l'atmosphère ont bondi en 2020, marquant la plus forte augmentation depuis le début des enregistrements en 1983 ; une évolution inquiétante pour la planète selon les scientifiques. Environ 60 % des émissions de méthane sont liées à l'activité humaine, tandis que le reste provient naturellement d'environnements tels que les marécages ou la fonte du pergélisol. La Russie et les États-Unis sont responsables de plus d'un tiers des émissions mondiales de méthane. Selon les experts, les niveaux actuels sont très éloignés de ce qui serait nécessaire pour atteindre raisonnablement l'objectif de l'accord de Paris, à savoir limiter le réchauffement à 1,5 °C. ([Financial Times](#))

## Chiffres de la semaine : 23

Selon le compteur mis en place par [The Washington Post](#), depuis son arrivée au pouvoir, Joe Biden a annulé 23 décisions négatives pour l'environnement prises sous l'ère Trump, 70 autres sont ciblées par des actions de l'administration Biden et 129 ne le sont pas ou pas encore.

# Transport

## La Maison Blanche présente son plan sur les infrastructures

Le président Biden a présenté le 31 mars une proposition de plan d'investissement et de relance axé sur les infrastructures, baptisé « [American Jobs Plan](#) », et portant sur un montant total de 2 250 milliards de dollars (près de 10% du PIB) sur 8 ans. Ce plan sera complété dans les semaines à venir par un autre plan consacré aux politiques sociales, telles que la santé, l'éducation ou la petite enfance. Joe Biden propose de financer son plan par une hausse des impôts sur les sociétés.

Le plan se décompose selon 5 priorités : (i) moderniser les infrastructures de transport du pays, avec un focus particulièrement fort sur les transports collectifs, (ii) rénover les réseaux d'eau, les réseaux électriques et l'internet haut-débit, (iii) le logement, les écoles, les bâtiments publics, (iv) moderniser les infrastructures de l'économie de la santé (établissements pour personnes âgées et handicapées) ; et (v) le développement de la R&D, la revitalisation industrielle et les PME.

## Les transports occupent la part la plus importante du plan avec 571 Mds\$

Les dépenses présentées dans le plan de la Maison Blanche viendraient s'ajouter au niveau de dépenses actuels. Le plan propose en particulier 115 Mds\$ pour la réparation des ponts, des autoroutes et des routes, soit 46% en plus par rapport à la situation actuelle. Il propose également 85 Mds\$ pour les transports publics, soit +167%, et 80 Mds\$ pour le transport ferroviaire, soit +580%, marquant pour la première fois une préférence modale nette de l'administration fédérale en faveur des transports collectifs. En outre, le plan affiche une priorité à la réparation et la maintenance des réseaux sur leur expansion.

Une enveloppe de 174 Mds\$ serait consacrée au soutien à la filière du véhicule électrique, avec notamment l'objectif de

créer 500 000 stations de recharge d'ici 2030 (15 Mds\$), de remplacer 50 000 véhicules de transport collectif au diesel (25 Mds\$), et d'électrifier plus de 20% de la flotte des bus scolaires (20 Mds\$). 100 Mds\$ sur les 174 Mds\$ seraient consacrés aux aides à l'acquisition de véhicules électriques.

Le document présenté par la Maison Blanche affirme que « chaque dollar dépensé pour la reconstruction [des] infrastructures sous l'administration Biden sera utilisé pour prévenir, réduire et surmonter les impacts de la crise climatique ». Le plan inclut ainsi une enveloppe supplémentaire de 50 Mds\$ qui serait fléchée sur des investissements transversaux renforçant la résilience des infrastructures, mais ne portant pas nécessairement sur les infrastructures de transport. Il consacre enfin une enveloppe de 25 Mds\$ sur des programmes « équité » pour restaurer et reconnecter les communautés défavorisées, notamment celles qui ont été impactées au fil des décennies par des infrastructures autoroutières en milieux urbains.

Le Congrès va désormais se saisir de cette proposition et y apporter des ajustements, qui pourraient être substantiels. Le Président Biden indiquait le 7 avril que « des compromis seraient inévitables », et se déclarait ouvert « aux bonnes idées et à la négociation de bonne foi ». La proposition du Président a suscité une levée de boucliers de la part de l'opposition républicaine, qui estime que le plan est trop coûteux, qu'il comporte trop de dispositions qui ne sont pas liées aux infrastructures, et qui rejette le principe d'une augmentation de la fiscalité des entreprises. ([The Hill](#), [Politico](#), [Eno Transportation](#)).

## Chiffre de la semaine : 1,58 millions

Il s'agit du nombre de passagers aériens contrôlés par les agents de la TSA le vendredi 2 avril, soit le nouveau record de fréquentation des aéroports américains depuis plus d'un an. Le cap des 10 millions de passagers par semaine a été franchi en ce début du mois d'avril, correspondant à environ 63% de la fréquentation pré-pandémie. ([données TSA](#)).

# Énergie

## Prospective sur « les hydrogènes » et perspectives de leurs coûts

Un nouveau [rapport de BloombergNEF](#) soulève des questions sur le coût futur de l'hydrogène. Il révèle que l'hydrogène "vert", produit à partir d'énergie solaire ou éolienne, deviendra moins cher que l'hydrogène "bleu", produit à partir de gaz naturel et équipé d'un système de capture du carbone, d'ici à 2030 et dans les 28 pays étudiés, dont les États-Unis. Néanmoins, aujourd'hui, aux États-Unis, 95 % de l'hydrogène est "gris", ou dérivé du gaz naturel, et ne dispose d'aucun système de captage des émissions de CO2 lors de sa production.

L'administration Biden ouvre la porte à l'hydrogène bleu, car elle soutient le captage du carbone, une technologie jugée incontournable pour l'atteinte de la neutralité carbone. Selon Bloomberg, d'ici 2050, l'hydrogène renouvelable sera encore moins cher que le type "gris", plongeant jusqu'à 67 cents par kilogramme aux États-Unis, contre 1,19 dollar/kg pour l'hydrogène gris. Un indicateur clé, comme un objectif d'ailleurs, est d'atteindre avant 2030 un seuil de prix clé de \$2 / kg pour l'hydrogène renouvelable, afin qu'il soit largement adopté. Aux USA, c'est le seuil qui est dans tous les esprits : industriels, coalitions industrielles, chercheurs en énergie et *Department of Energy* ([E&E News](#)).

## Le dilemme de Biden : les emplois des énergies fossiles paient plus que ceux des énergies renouvelables

Le [rapport](#) publié conjointement cette semaine par la National Association of State Energy Offices, le cabinet de recherche BW Research Partnership et l'organisation Energy Futures Initiative montre que les emplois dans le secteur des énergies propres sont généralement moins bien rémunérés que les emplois dans le secteur des combustibles fossiles, ce qui met en lumière le débat politique sur la possibilité de transférer les travailleurs d'un secteur à l'autre. De façon concrète, le rapport révèle que les salaires horaires médians dans les secteurs de l'éolien, du solaire, de l'efficacité énergétique et du stockage de l'énergie sont inférieurs aux salaires horaires médians dans les secteurs de l'énergie nucléaire, du gaz naturel, du charbon et du pétrole. Si ce rapport met en évidence des écarts de rémunération au sein

du secteur de l'énergie, il a également révélé que les salaires des emplois dans presque tous les segments du secteur étaient supérieurs au salaire horaire médian national de \$19,14. Même les emplois liés au stockage de l'énergie, dont le salaire horaire médian est le plus bas, sont rémunérés à environ \$24,36 dollars de l'heure. Ces conclusions interviennent alors que le président Biden cherche à lutter contre le chômage en créant de nouveaux emplois dans le secteur de l'énergie par le biais des plans de relance, qui selon M. Biden, pourraient ajouter 18 millions de « *good paying jobs* ». Les Républicains ont toutefois qualifié le plan d'infrastructure de M. Biden d'*anti-business*, et quelques démocrates ont également critiqué certains éléments du paquet ([E&E](#)).

## L'administration Biden annonce plan important pour l'éolien offshore

L'administration Biden a annoncé fin mars son plan « [Jumpstarts Offshore Wind Energy Projects](#) » visant à étendre considérablement l'utilisation de l'énergie éolienne offshore. La Maison Blanche a déclaré que le programme pourrait créer des dizaines de milliers de nouveaux emplois (44 000 directs et 33 000 indirects) tout en orientant le pays vers une énergie propre. Le plan fixe l'objectif de déployer 30 000 MW en mer d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, l'administration a déclaré qu'elle allait accélérer l'octroi de permis pour les projets au large des côtes. L'administration prévoit également d'offrir \$3 Mds pour cette filière, argent disponible sous diverses formes dans le programme du Department of Energy.

Ces chiffres compètent l'[analyse du marché](#) faite par l'American Clean Power Association. Cette association a analysé le marché alors que plusieurs des grands États du nord-est et du centre du littoral atlantique se sont engagés à acheter plus de 25 000 mégawatts d'énergie éolienne en mer d'ici 2035 ([The New York Times](#)).

## Chiffre de la semaine : 27 %

27 % des capacités électriques utilisant le charbon seraient inutiles à la stabilité du réseau. Leur retrait immédiat n'aurait aucune conséquence concernant la résilience du réseau ([Rapport RMI](#)).



## Ville Durable

### Des inquiétudes sur l'équité et la justice environnementale suspendent un projet autoroutier au Texas

La Federal Highway Administration (FHWA) a demandé début mars par [courrier](#) au Département des Transports du Texas (TxDOT) de mettre en pause ses appels d'offre se rapportant aux travaux d'élargissement de l'autoroute I-45 à Houston, dans le cadre du projet North Houston Highway Improvement Project (NHHIP), un projet estimé à 7 Mds\$ s'étalant sur 38 km et phasé sur 10 ans.

La FHWA indique devoir examiner plusieurs plaintes soulevant des questions de respect des droits civiques, d'inégalités « raciales » et de justice environnementale. Le projet se heurte notamment à l'opposition de riverains inquiets des conséquences du projet sur le bruit, la pollution de l'air et le déplacement de riverains du fait des emprises nécessaires. Le projet impacterait de manière disproportionnée des communautés afro-américaines et latino défavorisées.

Si les suites que donnera la FHWA à cette suspension temporaire restent encore incertaines, cette intervention de l'administration fédérale représente une victoire importante pour les opposants au projet, qui affirmaient que le TxDOT n'avait pas tenu compte de l'avis des communautés locales, des impacts négatifs sur l'environnement et la qualité de vie du voisinage. Cela pourrait également être une première indication de la nouvelle approche du Département des Transports en matière d'équité et de justice environnementale. ([Houston Public Media](#), [CityLab](#))

### Des normes favoriseraient la voiture aux dépens de la sécurité des piétons

Une coalition d'associations milite pour une révision en profondeur du manuel technique qui définit les normes et recommandations nationales pour la conception des voiries urbaines et de la signalisation routière, accusant ce dernier de ne pas être suffisamment axé sur la sécurité des usagers les plus vulnérables tels que les piétons ou les cyclistes.

Les organisations America Walks et Transportation for America (T4A) appellent la Federal Highway Administration (FHWA) à « recadrer et réécrire » complètement le Manual of Uniform Traffic Control Devices for Streets and Highways (MUTCD), afin de donner la priorité à la sécurité et à l'équité sur la vitesse des automobilistes.

La FHWA a publié en décembre 2020 un [projet d'actualisation du manuel](#) (la version antérieure date de 2008) et soumis le projet à commentaires publics. T4A considère que l'ensemble du document est trop orienté en faveur de l'amélioration de l'accessibilité et de la vitesse des automobilistes, et peu au service de la sécurité et de la mobilité de tous les usagers de la route, et souhaiterait placer « l'équité, la sécurité et le climat au centre de ces directives ». Ce débat intervient dans un contexte d'augmentation drastique de la mortalité des usagers vulnérables de la route avec +45% de piétons décédés sur les routes en 10 ans d'après [Smart Growth America](#). ([StreetsBlog](#))

### Chiffre de la semaine : 38 %

Il s'agit du taux de fréquentation moyen (du 28/3 au 3/4) des services de transport collectif aux Etats-Unis par rapport au niveau pré-pandémie, avec une tendance relativement plate depuis le début de l'année (données [TransitApp](#)). Le [NYT](#) s'interroge dans un article récent sur les conséquences de cet « abandon » des transports collectifs sur les émissions des villes et le changement climatique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)